



CHRISTIAN BENARD - EXPERTISE COMPTABLE

DOMINIQUE DUVAL - BENOIT BOUCLY - NICOLAS CRIBIER - SEBASTIEN DONRONT
EXPERTS COMPTABLES - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ASSOCIATION EMERGENCE-S

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

ASSOCIATION EMERGENCE-S
88 rue du Champ des Oiseaux
76000 Rouen

S.A.R.L. au capital de 300 000 euros
R.C.S. : BERNAY 310 187 554
Inscrite au Tableau de l'Ordre de la Région Rouen-Normandie - Membre de la Compagnie Régionale de Rouen

BERNAY
25, rue Gabriel Vallée - B.P. 637
27306 BERNAY CEDEX

Tél : 02.32.47.30.40 - Fax : 02.32.43.56.31
E.mail : experts.comptables@cabinet-benard-duval.com
SIRET : 310 187 554 00038 APE : 6920Z

ROUEN
87 boulevard des belges
76 000 ROUEN

Association EMERGENCE-S**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'Assemblée Générale de l'Association EMERGENCE-S,**Opinion avec réserves**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association EMERGENCE-S relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous les réserves décrites dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserves », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion avec réserves***Motivation des réserves******- Réserve pour désaccord : Dettes fiscales et sociales inscrites au passif du bilan au 31 décembre 2023 :***

L'Association n'a pas comptabilisé l'intégralité des passifs sociaux existant vis-à-vis de ses salariés au 31 décembre 2023. Ces passifs sociaux globalement estimés à 316 065 euros pour l'ensemble des salariés de l'Association concernent les congés trimestriels, les réductions de temps de travail (RTT), les récupérations des heures et fériés ainsi que les repos compensateurs fériés figurant sur les bulletins de paie de décembre 2023 des salariés. Ainsi, le poste « dettes fiscales et sociales » inscrit au passif du bilan devrait être majoré de 316 065 euros par la contrepartie de la diminution des fonds propres de l'Association au 31 décembre 2023.

- Réserve pour limitation : Montants des fonds dédiés inscrits au passif du bilan au 31 décembre 2023 et présentation du résultat net 2023 au sein de l'annexe

Au cours de notre audit de l'exercice 2023, nous avons constaté une insuffisance de procédures de contrôle interne au niveau de la ventilation des charges communes par section analytique et d'une façon générale, une absence de comptabilité analytique fiable. Ainsi :

- Nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la correcte comptabilisation du poste « fonds dédiés » inscrit au passif du bilan de l'Association pour un total de 292 341 euros et plus précisément sur l'exhaustivité de ces ressources dédiées par les tiers financeurs de l'Association. Ainsi, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier au 31 décembre 2023 si une provision pour fonds dédiés complémentaires doit être comptabilisée ni pour quel montant.
- La ventilation du résultat 2023 de l'Association présenté dans le paragraphe « Analyse du résultat » de la partie « Notes sur le compte de résultat » de l'annexe entre la part du résultat sur gestion conventionnée (sous contrôle de la DDETS et de l'ARS) et la part du résultat sur gestion libre n'a pu être validée par nos soins. Il en est de même pour le paragraphe « Détermination de l'excédent ou du déficit effectif global » de la partie « Notes sur le compte de résultat » de l'annexe dont la ventilation entre le résultat effectif sous gestion propre et le résultat effectif sous gestion contrôlée n'a pu être validée par nos soins.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans le paragraphe « Continuité d'exploitation » de la note « Autres éléments significatifs » de la partie « Faits caractéristiques » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre les points décrits dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserves » et dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration arrêté le 30 mai 2024 et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant

pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 30 mai 2024.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent des opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Rouen, le 26 juin 2024

Le Commissaire aux comptes
SARL CHRISTIAN BENARD EXPERTISE COMPTABLE



SEBASTIEN DONRONT

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais de recherche et de développement	540	540		
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	84 415	75 167	9 249	15 031
Immobilisations corporelles				
Terrains	279 317	20 169	259 148	263 607
Constructions	12 221 314	7 897 580	4 323 734	4 558 055
Installations techniques, matériels et outillages industriels	1 061 042	902 590	158 452	133 422
Autres immobilisations corporelles	2 374 289	1 584 730	789 559	811 942
Immobilisations corporelles en cours	203 416		203 416	65 421
Immobilisations financières				
Créances rattachées aux participations	100		100	100
Autres titres immobilisés	184		184	184
Autres immobilisations financières	39 177		39 177	31 050
Total I	16 263 793	10 480 776	5 783 018	5 878 811
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	19 840		19 840	21 048
Marchandises	13 500		13 500	
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés	289 209	27 564	261 645	284 593
Autres créances	2 638 877		2 638 877	1 616 948
Autres postes de l'actif circulant				
Disponibilités	2 653 268		2 653 268	5 259 615
Charges constatés d'avance	37 535		37 535	45 453
Total II	5 652 229	27 564	5 624 665	7 227 656
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	21 916 022	10 508 339	11 407 683	13 106 468
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/12/2023	au 31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Autres fonds propres	4 444 261	4 444 261
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Réserves pour projets de l'entité	1 504 234	1 582 036
Réserves des activités sociales et médico-sociales	361 701	361 701
Report à nouveau	-703 853	-114 564
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales	99 450	202 949
Excédent ou Déficit hors activités sociales et médico-sociales	-190 381	-498 256
Excédent ou Déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-289 656	-272 334
Situation nette (sous-total)	5 225 756	5 705 792
Subventions d'investissement	1 645 457	1 161 628
Provisions réglementées	12 118	12 118
Total I	6 883 331	6 879 538
FONDS REPORTEES ET DEDIEES		
Fonds dédiés	292 341	919 107
Total II	292 341	919 107
PROVISIONS		
Provisions pour risques	106 026	106 026
Total III	106 026	106 026
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 047 248	2 045 252
Emprunts et dettes financières diverses	1 570	1 570
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 103 823	1 263 695
Dettes fiscales et sociales	1 776 360	1 414 308
Autres dettes	196 984	476 971
Total IV	4 125 985	5 201 796
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	11 407 683	13 106 468
(1) Dont à plus d'un an (a)	673 410	
Dont à moins d'un an (a)	3 452 575	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	221 553	
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	240	200
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens	2 000	62
Ventes de prestations de services	1 232 718	1 152 382
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	17 166 738	15 400 628
Ressources liées à la générosité du public	7 489	750
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	34 740	167 523
Utilisation des fonds dédiés	919 107	272 646
Autres produits	2 630 968	2 167 193
Total I	21 994 001	19 161 383
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	13 500	
Variation des stocks	-13 500	
Autres achats et charges externes	7 562 162	5 978 902
Impôts, taxes et versements assimilés	1 011 857	931 752
Salaires et traitements	9 469 747	8 378 244
Charges sociales	3 292 588	2 739 382
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	635 750	593 381
Dotations aux provisions		106 026
Reports en fonds dédiés	292 341	919 107
Autres charges	233 578	207 187
Total II	22 498 023	19 853 982
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-504 022	-692 599
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	7 366	1 179
Total III	7 366	1 179
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	19 851	16 512
Total IV	19 851	16 512
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-12 485	-15 333

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-516 508	-707 932
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	282 173	48 666
Sur opérations en capital	3 500	8 600
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	98 880	89 080
Total V	384 552	146 346
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	345 887	209 003
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	2 194	
Total VI	348 081	209 003
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	36 471	-62 657
Total des produits (I+III+V)	22 385 919	19 308 908
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	22 865 956	20 079 497
EXCEDENT OU DEFICIT	-480 037	-770 590
Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-289 656	-272 334

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : EMERGENCE-S

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 11 407 683 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 480 037 Euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association Emergence(s) a été créée en 1905 sous le nom "Association de l'Oeuvre Hospitalière de Nuit".

Elle a pour objet d'accueillir des personnes en difficultés sociales, sans distinction d'âge, de sexe, de nationalité ni de religion, de gérer et créer des structures d'hébergement et des services proposant des réponses adaptées aux besoins des personnes accueillies, de promouvoir et de mettre en oeuvre dans le cadre du projet associatif toutes autres activités permettant l'insertion ou la réinsertion de publics faisant l'objet de difficultés sociales.

Ses principaux axes d'action sont les suivants :

- Hébergement d'urgence ou d'insertion, en collectivité ou en diffus : CHRS, pensions de famille,
- Justice : alternative à l'emprisonnement, préparation à la sortie, accompagnement spécialisé en lien avec l'institution judiciaire,
- Insertion par l'activité économique : ateliers chantiers d'insertion, ateliers d'adaptation à la vie active,
- Accompagnement : accompagnement social lié au logement, accompagnement social individualisé, accompagnement vers et dans le logement,
- Prévention soins : lits haltes soins santé, lits d'accueil médicalisés, questions/réponses santé, informations/réflexions alcool.

Emergence(s) gère six CHRS, trois pensions de famille, six points "lits haltes soins santé", un établissement "lits accueil médicalisés" avec des financements du département et de l'ARS.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention particulière, les montants sont exprimés en Euros.

Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue, à savoir :

- * Concessions, logiciels et brevets : 1 à 5 ans
- * Aménagements des terrains : 50 ans
- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 5 à 50 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 1 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 à 25 ans
- * Matériel de transport : 1 à 20 ans
- * Matériel de bureau : 1 à 10 ans
- * Matériel informatique : 1 à 10 ans
- * Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

Impact de la loi DDADUE du 24 avril 2024

La loi DDADUE, entrée en vigueur le 24 avril 2024, a mis le Code du travail en conformité avec le droit européen en prévoyant l'acquisition de congés payés pendant tout arrêt maladie.

La loi prévoit l'acquisition de deux jours ouvrables de congés payés par mois d'absence dans la limite de vingt-quatre jours ouvrables par an.

Au titre des trois dernières années, l'association a relevé 99 jours de congés payés acquis dans le cadre de la loi. Ces jours de congés n'ont pas été valorisés ni inscrits en comptabilité à la clôture de l'exercice 2023.

Continuité d'exploitation

L'association a engagé, en fin d'année 2023, une démarche destinée à définir les grandes lignes permettant d'assurer un retour à l'équilibre financier à l'horizon 2026.

Dans cette perspective, un Plan de Retour à l'Equilibre a été élaboré, présenté au Conseil d'administration le 22 février 2024 et validé par ce dernier.

En outre, la continuité d'exploitation des douze prochains mois est conditionnée à la réalisation des actions suivantes :

- La prolongation jusqu'au 31 décembre 2024 de la ligne de trésorerie accordée par le CIC jusqu'au 14 août 2024 initialement,
- Le déblocage, par les partenaires bancaires, d'une ligne de crédit court-terme pour le financement de trois mois de l'activité Ukraine, renouvelable jusqu'à la fin du dispositif d'accueil des réfugiés ukrainiens.

L'ensemble de ces aides s'élève à 1.3 million d'euros.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement	540			540
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	84 415			84 415
Immobilisations incorporelles	84 955			84 955
- Terrains	279 317			279 317
- Constructions sur sol propre	5 480 456			5 480 456
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	6 570 689	170 168		6 740 858
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	985 573	79 469	4 000	1 061 042
- Installations générales, agencements aménagements divers	462 037	35 179		497 216
- Matériel de transport	556 100	53 538	23 147	586 491
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 181 481	55 479		1 236 961
- Emballages récupérables et divers	53 621			53 621
- Immobilisations corporelles en cours	65 421	137 995		203 416
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	15 634 695	531 830	27 147	16 139 377
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	100			100
- Autres titres immobilisés	184			184
- Prêts et autres immobilisations financières	31 050	9 911	1 784	39 177
Immobilisations financières	31 334	9 911	1 784	39 461
ACTIF IMMOBILISE	15 750 984	541 740	28 931	16 263 793

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement	540			540
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	69 385	5 782		75 167
Immobilisations incorporelles	69 925	5 782		75 707
- Terrains	15 710	4 459		20 169
- Constructions sur sol propre	3 472 594	127 454		3 600 048
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	4 020 497	277 036		4 297 533
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	852 151	54 439	4 000	902 590
- Installations générales, agencements aménagements divers	98 983	39 586		138 569
- Matériel de transport	403 197	34 604	23 147	414 653
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	893 171	91 407		984 578
- Emballages récupérables et divers	45 946	984		46 930
Immobilisations corporelles	9 802 248	629 968	27 147	10 405 069
Total	9 872 173	635 750	27 147	10 480 776

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 3 004 897 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	100		100
Prêts			
Autres	39 177		39 177
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	289 209	289 209	
Autres	2 638 877	2 638 877	
Charges constatées d'avance	37 535	37 535	
Total	3 004 897	2 965 621	39 277
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Les créances à moins d'un an intègrent un montant de 617 259 Euros dont l'origine se situe en 1986, lors du passage du système du prix de journée à celui de la dotation globale. Ces créances sont considérées par la Direction Générale de l'Action Sociale comme un solde à verser sur les dotations de l'année écoulée en rajeunissant le millésime de la créance sans jamais en changer le montant.

Produits à recevoir

	Montant
Usagers, produits non facturés	140 279
Fournisseurs - RRR à obtenir	1 174
Divers - produits à recevoir	1 983 515
Total	2 124 968

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	27 564			27 564
Total	27 564			27 564
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles				

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	4 444 261				4 444 261
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves hors activités sociales	1 582 036			77 802	1 504 234
Réserves des activités sociales	361 701				361 701
RAN hors activités sociales	-114 564	-498 256	55 197	146 230	-703 853
RAN des activités sociales	202 949	-272 334	768 750	599 914	99 450
Exc.ou Déficit hors activ.sociales	-498 256	498 256		190 381	-190 381
Exc.ou Déficit des activités sociales	-272 334	272 334		289 656	-289 656
Situation nette	5 705 792		823 947	1 303 983	5 225 756
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 161 628		578 015	94 187	1 645 457
Provisions réglementées	12 118				12 118
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	6 879 538		1 401 962	1 398 169	6 883 331

Notes sur le bilan

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Prêts d'installation				
Autres provisions	12 118			12 118
Total	12 118			12 118
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles				

Ce poste regroupe les provisions constituées conformément aux obligations spécifiques imposées par la réglementation budgétaire des établissements privés sociaux et médico-sociaux.

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	106 026				106 026
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	106 026				106 026
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation					
Financières					
Exceptionnelles					

Les provisions pour litiges sociaux sont constituées et ajustées en fonction du risque évalué à chaque clôture d'exercice avec l'aide de

Notes sur le bilan

l'avocat de l'association.

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 4 125 985 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	221 553	221 553		
- à plus de 1 an à l'origine	825 695	152 285	471 771	201 640
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	1 570	1 570		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 103 823	1 103 823		
Dettes fiscales et sociales	1 776 360	1 776 360		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	196 984	196 984		
Produits constatés d'avance				
Total	4 125 985	3 452 575	471 771	201 640
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	156 962			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	460 045
Int.courus s/emp.aup.etabl.crédit	1 115
Provision congés à payer	689 353
Personnel - autres charges à payer	21 636
Charges sociales s/congés à payer	325 102
Charges sociales - charges à payer	4 544
Divers - charges à payer	109 430
Total	1 611 224

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	37 535		
Total	37 535		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 24 180 Euros

Honoraire des autres services : 0 Euros

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation	246 471	3 035 312	13 584 021	24 486	276 448	17 166 738
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement		85 685	8 502			94 187
						17 260 925

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	423	
Charges sur exercice antérieur	7 997	
Pertes caisses	10 255	
Correction provision congés payés 31/12/2022	326 700	
Ajustements divers	2 706	
Dons		375
Produits sur exercices antérieurs		8 299
Ecarts positifs sur caisses		297
Produits de cession éléments d'actifs		3 500
Annulation dette ACI 2016		277 894
Subventions d'investissement virées au résultat		94 187
TOTAL	348 081	384 552

Notes sur le compte de résultat

Analyse du résultat

	Déficit	Bénéfice
Résultat de l'exercice	480 037	
Résultat sous contrôle DDETS	107 620	
Résultat sous contrôle ARS	182 036	
Part du résultat sur gestion conventionnée	289 656	
Part du résultat sur gestion libre	190 381	

Détermination de l'excédent ou du déficit effectif global

	N	N-1
Résultat comptable	-480 037	-770 590
Reprise du résultat antérieur (*)	-205 396	14 161
Excédent ou déficit effectif global	-685 433	-756 429
Dont résultat effectif sous gestion propre	-190 381	-498 256
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	-495 052	-258 173
(*) reprend par défaut le solde des comptes 6892 diminué du solde des comptes 7892.		



Autres informations

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

En application de l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, il est précisé que la rémunération brute totale des trois plus hauts cadres dirigeants salariés s'élève à 216 056 Euros.

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	818 567
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Promesses d'hypothèque sur immeuble de Grémonville	126 000
Autres engagements donnés	126 000
Total	944 567

Autres informations

Engagements reçus

	Montant en Euros
Plafonds des découverts autorisés	
Garantie du Conseil Général emprunts Crédit Mutuel travaux de rénovation "Les Sources"	1 028 000
Avals et cautions	1 028 000
Autres engagements reçus	
Legs nets à réaliser	
Total	1 028 000

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 818 567 Euros

Le montant des indemnités à verser au départ à la retraite des salariés, conformément à la convention collective, est pris en charge par les organismes financeurs.

L'indemnité globale, calculée au 31 décembre 2023 selon la méthode actuarielle ANC 2021, s'élève à 818 567 Euros.

Les hypothèses suivantes ont été retenues :

- Départ à 63 ans à l'initiative du salarié,
- Taux d'évolution des salaires : 2%,
- Taux d'actualisation : 3.60%.
- Taux de rotation du personnel : 9% constant jusqu'à 55 ans et 0% au delà
- Table de mortalité : TH/TF 00-02
- Taux de charges sociales : 54%

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention spécifique dans la présente annexe.

Autres informations

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. C	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
DDETS - Accueil Ukr	674 171	674 171	674 171		76 277	76 277	
DDETS - Lien Marau	50 000	50 000	50 000				
DDETS - Mise à l'abr	45 000	45 000	45 000				
DDETS - Abricaux	50 000	50 000	50 000				
ARS - Préven Seine	37 561	37 561	37 561		36 643	36 643	
DDETS - IML Ukrain	62 375	62 375	62 375				
DDETS - Renfort W					50 416	50 416	
DDETS - PMA hiver					78 125	78 125	
DDETS - Logiciel AH					50 880	50 880	
Total	919 107	919 107	919 107		292 341	292 341	